

*INTERVENTION de François MORVAN*

*Congrès de fondation de Debout la République*

*Palais de la Mutualité, Paris, 23 Novembre 2008*

Chers amis, chers compagnons, chers camarades

Que voulons-nous , nous qui fondons un nouveau parti à un moment charnière. ?

Nous avons tous compris que la crise financière et économique qui a éclaté n'est pas de la même nature que celles qui ont précédé dans les vingt dernières années et qui n'avaient que peu impliqué l'économie réelle.

Nous avons tous compris, et les français avec nous, que c'est un modèle économique et social qui démontre son échec retentissant en venant quémander sa survie auprès de la puissance publique qui était hier encore l'ennemi N° 1.

Quelle est la réalité de la crise ?

C'est la crise d'un modèle qui ayant pour crédo la réduction permanente des revenus du travail et l'augmentation illimitée des revenus de la rente, est un système qui creuse la tombe de tous.

C'est bien la désindustrialisation et la logique des délocalisations qui provoquent l'éclatement de l'économie casino et non le contraire comme le prétendent tous les gourous de la finance et des médias, et qui n'ont au fond qu'un seul but : nous faire croire que nous avons toujours besoin d'eux.

En effet, si la bulle financière a éclaté c'est parce que depuis trente ans, dans tous les pays

développés, le salaire réel a régressé de plus de 20%.

Qui peut donc alors acheter les biens produits à bas prix à l'autre bout du monde ? Qui peut se payer les logements construits avec une main d'oeuvre sous-payée et qui travaille clandestinement ? Qui peut payer les crédits à la consommation qui sont venus compenser l'absence de salaires décents ?

La réponse est : plus personne et voilà pourquoi le système implose.

Dans le combat politique d'aujourd'hui, il ya deux positions entre lesquelles, pour paraphraser une voix illustre très en affection dans cette salle, il n' y a rien.

Il ya tous ceux qui vont chercher toutes les recettes , tous les replâtrages pour continuer comme avant, car ils n'ont aucune imagination, ils n'ont pour horizon que leur survie comme appareils vivant des miettes que veut bien leur accorder l'oligarchie médiatique et financière.

Ils croient qu'ils vont pouvoir continuer à jouer les professionnels de l'entourloupe, continuer à brouiller les cartes, manipuler les symboles pour faire croire que tout peut changer pour que rien ne change. Et je place ici dans le même sac les démagogues extrémistes qui ne servent que de faire-valoir aux autres.

Et il ya tous ceux qui ont compris qu'il faut un changement global de modèle social et économique, un nouveau modèle de croissance durable et soutenable. Avec tous ceux-là quelque que soit leur position dans l'échiquier politique, nous devons entamer le dialogue. C'est bien ce qu'attendent les françaises et les français : non pas un combat d'identité et de chapelles, mais un combat de rassemblement pour une nouvelle donne globale.

Qu'apportons nous dans cette bataille ? Une conception solide de la République, une vraie perspective pour l'Europe des Nations, un vrai espoir de refonte de la mondialisation autour d'ensemble régionaux cohérents organisant leur auto-développement réciproque dans la

coopération mondiale.

Ce qui nous distingue le mieux, nous le savons , c'est notre attachement à la démocratie comme outil et à la nation comme seul fondement vivant de la démocratie. C'est avec cette conception que nous devons féconder un nouveau projet d'ensemble pour la France.

Les républicains ont pour eux un logiciel politique solide. Mais ils nous faut encore démontrer que nous sommes pas les nostalgiques de la pile de Marcoule, de l'autoroute Paris-Versailles et de la DS 19. Mais que nous voulons un nouveau pacte social fondé sur la garantie, fondée par la loi, que les salariés bénéficient autant que la rente, je dis bien autant que la rente, de la croissance économique.

Cela veut dire contraindre par la loi à la répercussion sur les salaires des profits des entreprises. Cela veut dire contraindre par la loi à la présence des salariés dans tous les Conseils d'administration et de surveillance. Cela signifie bien sur, la fin des parachutes dorés pour des dirigeants payés pour assurer du rendement à court terme pour les actionnaires et non pour penser le développement global et à long terme des entreprises dont ils ont la charge, ce qui est pourtant à la base même d'un développement durable et soutenable.

Tout ceci implique bien sur le retour à un protectionnisme européen concerté aux niveau des Etats européens qui le souhaite, négocié avec tous les partenaires du monde qui ont eux aussi, droit à la croissance et au développement.

Tout ceci exige la relance durable d'une économie qui ne voit plus qu'à un horizon de trois mois. Or nous sommes , nous le savons à un tournant de civilisation. A l'horizon 2050, c'est à dire demain, si rien n'est fait, le réchauffement climatique conduira à des bouleversements géopolitiques et sociaux d'ampleur colossale et destructeurs.

C'est pourquoi il fut proposer un plan d'investissement sur dix à vingt ans à tous les Etats

Européens qui le souhaiteront.

Il faut réinvestir massivement dans la recherche et développement, le nouveau développement d'une filière nucléaire propre et solide, couvrir l'Europe d'un réseau ferré non seulement à grande vitesse, mais maillant les territoires pour réduire la facture énergétique et la pollution de façon drastique.

Pour financer toute ces perspectives, ce sont les Etats qui doivent prendre les rênes, comme ils ont commencé à le faire.

Ils doivent mobiliser un emprunt public de plusieurs milliards d'Euros, c'est à dire mobiliser l'épargne publique au lieu de la laisser aux fonds spéculatifs

Pour sortir du marasme, il n' y a en France et en Europe qu'un mot d'ordre : l'effort de tous, garanti par la loi au profit de tous.

J'ai vu notre leader, Nicolas DUPONT-AIGNAN marcher dans cette direction, refuser de rentrer dans le rang, et démontrer ainsi qu'il voit loin.

C'est pourquoi je suis fier d'être ici et certain que nous allons, tous ensemble, changer la donne.